RCS : ST DENIS DE LA REUNION
Code greffe : 9741

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ST DENIS DE LA REUNION atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2002 B 00299
Numéro SIREN : 440 977 247
Nom ou dénomination : HERAKLES

Ce dépôt a été enregistré le 28/04/2021 sous le numéro de dépôt A2021/002852

HERAKLES
SARL au capital de 15.600 €
Siège social : 2 bis, rue de Saint-Paul
97420 LE PORT

RCS SAINT-DENIS DE LA REUNION 440 977 247

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU 12 AVRIL 2021

L'an deux mille vingt et un,
Le douze avril,
A 16h30,

Monsieur Johny LAW-YEN, Associé unique et gérant de la société HERAKLES, société à responsabilité limitée au capital de 15.600 € dont le siège social est situé à LE PORT (97420), 2bis, rue de Saint-Paul, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Saint-Denis de La Réunion sous le numéro 440 977 247 (ci-après, la « **Société** »), a pris les décisions suivantes :

ORDRE DU JOUR

- Augmentation de capital social de la Société par incorporation de réserves par création de nouveaux titres ;
- Modification corrélative des statuts ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

PREMIERE DECISION

L'Associé unique, constatant que le capital social a été intégralement libéré, décide d'augmenter le capital d'une somme de DEUX MILLIONS SEPT CENT MILLE EUROS (2.700.000 €), pour le porter de QUINZE MILLE SIX CENTS EUROS (15.600 €) à DEUX MILLIONS SEPT CENT QUINZE MILLE SIX CENTS EUROS (2.715.600 €), par incorporation directe de pareille somme prélevée sur le compte « report à nouveau » dont le montant est de 3.431.239 € suivant les comptes annuels de la Société clos le 31 décembre 2019 et approuvés par l'associé unique le 30 septembre 2020.

Après opération, le compte « Report à nouveau » s'élèvera à la somme de 731.239 €.

Cette augmentation de capital est réalisée au moyen de la création de DEUX CENT SOIXANTE-DIX MILLE (270.000) parts sociales nouvelles de DIX EUROS (10 €) de valeur nominale chacune, numérotées de 1.561 à 271.560, attribuées gratuitement à l'Associé unique.

Les parts sociales nouvelles ainsi créées, assujetties à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux parts sociales anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de ce jour.

DEUXIEME DECISION

L'Associé unique, comme conséquence de la décision précédente, constate que l'augmentation de capital social est définitivement réalisée et décide de modifier les articles 8 et 9 des statuts, et de les rédiger comme suit :

« **ARTICLE 8 - APPORTS**

1. Lors de la constitution, suivant acte sous seing privé en date du 3 janvier 2002, enregistré à la recette de Saint-Paul, le 8 janvier 2002 F° 31 Vol. 117 Bord. 06 Case 1, il a été effectué un apport à la Société, savoir :

- **Monsieur Johny LAW-YEN**,
  La somme de DIX MILLE EUROS
  Ci, ... 10.000 €

  Soit un total de DIX MILLE EUROS, ci, ... 10.000 €

Cette somme de DIX MILLE EUROS (10.000 €) correspondant à MILLE (1.000) parts sociales d'une valeur de DIX EUROS (10 €) chacune, a été intégralement déposée sur un compte ouvert auprès de la BNPI (OI), agence du PORT, au nom de la société en formation.

2. Aux termes des décisions de l'Associé unique en date du 13 janvier 2011, il a été décidé d'augmenter le capital social de la Société par voie d'apport en nature de QUATRE CENTS (400) actions de la société SUPER L (RCS SAINT-DENIS 338 038 334) pour un montant de CENT MILLE EUROS (100.000 €), par émission de CINQ CENT SOIXANTE (560) parts sociales de DIX EUROS (10 €) de valeur nominale chacune, numérotées de 1.001 à 1.560, entièrement libérées à la souscription, émises au prix unitaire de CENT SOIXANTE-DIX-HUIT EUROS ET CINQUANTE-SEPT CENTIMES (178,57 €), soit une prime d'émission de CENT SOIXANTE-HUIT EUROS ET CINQUANTE-SEPT CENTIMES (168,57 €) par part sociale nouvelle (soit une prime d'apport totale de 94.400 €).

3. Aux termes des décisions de l'Associé unique en date du 12 avril 2021, il a été décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de DEUX MILLIONS SEPT CENT MILLE EUROS (2.700.000 €), pour le porter de QUINZE MILLE SIX CENTS EUROS (15.600 €) à DEUX MILLIONS SEPT CENT QUINZE MILLE SIX CENTS EUROS (2.715.600 €), par incorporation directe de pareille somme prélevée sur le compte « report à nouveau », par voie de création de DEUX CENT SOIXANTE-DIX MILLE (270.000) parts sociales nouvelles de DIX EUROS (10 €) de valeur nominale chacune, numérotées de 1.561 à 271.560, attribuées gratuitement et intégralement à l'Associé unique.

ARTICLE 9 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à DEUX MILLIONS SEPT CENT QUINZE MILLE SIX CENTS EUROS (2.715.600 €).

Il est divisé en DEUX CENT SOIXANTE ET ONZE MILLE CINQ CENT SOIXANTE (271.560) parts sociales de DIX EUROS (10 €) de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 271.560, intégralement libérées et attribuées en totalité à Monsieur Johny LAW-YEN, associé unique. »

TROISIEME DECISION

L'Associé unique confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le gérant et Associé unique de la Société.

Monsieur Johny LAW-YEN
Gérant et Associé unique

HERAKLES
Société à responsabilité limitée au capital de 2.715.600 €
Siège social : 2 B, rue de Saint-Paul
97420 LE PORT

RCS SAINT-DENIS 440 977 247

STATUTS MIS A JOUR LE 12 AVRIL 2021

Copie certifié conforme à l'original

Johnny Liu-Yen Gerant le 12/04/2021.

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE
DUREE - EXERCICE - GERANCE

ARTICLE 1 - Forme

La société est une société à responsabilité limitée, qui sera régie par la loi du 24 juillet 1966, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur, par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 - Objet

La société a pour objet :

- La prise de participation, par tous moyens, directs ou indirects, dans toutes entreprises industrielles, commerciales ou civiles, ainsi que toutes activités en rapport avec les sociétés concernées, ou tout autre objet connexe ou similaire, de nature à favoriser le développement du patrimoine social ;
- L'assistance en matière technique, financière et de gestion aux sociétés dans lesquelles elle a des participations ;
- La gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières ;
- Les activités de prestataire de services et de conseils aux entreprises, en matière d'organisation, techniques de communication, de commercialisation et de vente, de gestion, d'informatique pour toutes entreprises ;
- L'achat, la vente, l'exploitation ou l'octroi de licence ou de concession de tous brevets, marque de fabrique, savoir-faire entrant dans l'objet de la société ;
- L'acquisition, l'administration et la gestion par la location ou autrement, de tous immeubles et biens immobiliers ;
- L'acquisition, en vue de leur location, de tout matériels à des sociétés exerçant dans les Départements et Territoires d'Outre-mer des activités définies par la Loi PONS du 11 juillet 1986 et les textes qui s'y sont substitués ;
- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes ;

ARTICLE 3 - Dénomination

La dénomination de la société est :

HERAKLES

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots " Société à responsabilité limitée " ou de l'abréviation " S.A.R.L. " et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé : 2B rue de Saint-Paul 97420 Le Port.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de la gérance, et en tout autre lieu suivant décision de l'associé unique ou décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés. Cette durée viendra donc à expiration en 2101, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

ARTICLE 6 - Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2002.

ARTICLE 7 - Gérance

M. Johny LAW-YEN, associé unique, exerce la gérance de la société sans limitation de durée.

La gérance exercera ses fonctions dans les conditions prévues au titre III des présents statuts.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL - PARTS SOCIALES

ARTICLE 8 - APPORTS

1. Lors de la constitution, suivant acte sous seing privé en date du 3 janvier 2002, enregistré à la recette de Saint-Paul le 8 janvier 2002, F° 31 Vol. 117 Bord. 06 Case 1, il a été effectué un apport à la Société, savoir :

- **Monsieur Johny LAW-YEN,**
  La somme de DIX MILLE EUROS
  Ci, ... 10.000 €

  Soit un total de DIX MILLE EUROS, ci, ... 10.000 €

Cette somme de DIX MILLE EUROS (10.000 €) correspondant à MILLE (1.000) parts sociales d'une valeur de DIX EUROS (10 €) chacune, a été intégralement déposée sur un compte ouvert auprès de la BNPI (OI), agence du PORT, au nom de la société en formation.

2. Aux termes des décisions de l'Associé unique en date du 13 janvier 2011, il a été décidé d'augmenter le capital social de la Société par voie d'apport en nature de QUATRE CENTS (400) actions de la société SUPER L (RCS SAINT-DENIS 338 038 334 pour un montant de CENT MILLE EUROS (100.000 €), par émission de CINQ CENT SOIXANTE (560) parts sociales de DIX EUROS (10 €) de valeur nominale chacune, numérotées de 1.001 à 1.560, entièrement libérées à la souscription, émises au prix unitaire de CENT SOIXANTE-DIX-HUIT EUROS ET CINQUANTE-SEPT CENTIMES (178,57 €), soit une prime d'émission de CENT SOIXANTE-HUIT EUROS ET CINQUANTE-SEPT CENTIMES (168,57 €) par part sociale nouvelle (soit une prime d'apport totale de 94.400 €).

3. Aux termes des décisions de l'Associé unique en date du 12 avril 2021, il a été décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de DEUX MILLIONS SEPT CENT MILLE EUROS (2.700.000 €), pour le porter de QUINZE MILLE SIX CENTS EUROS (15.600 €) à DEUX MILLIONS SEPT CENT QUINZE MILLE SIX CENTS EUROS (2.715.600 €), par incorporation directe de pareille somme prélevée sur le compte « report à nouveau », par voie de création de DEUX CENT SOIXANTE-DIX MILLE (270.000) parts sociales nouvelles de DIX EUROS (10 €) de valeur nominale chacune, numérotées de 1.561 à 271.560, attribuées gratuitement et intégralement à l'Associé unique.

ARTICLE 9 - Capital social

Le capital social est fixé à DEUX MILLIONS SEPT CENT QUINZE MILLE SIX CENTS EUROS (2.715.600 €).

Il est divisé en DEUX CENT SOIXANTE ET ONZE MILLE CINQ CENT SOIXANTE (271.560) parts sociales de DIX EUROS (10 €) de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 271.560, intégralement souscrites et libérées, et attribuées en totalité à Monsieur Johny LAW-YEN, associé unique.

ARTICLE 10 - Modification du capital social

I - Augmentation du capital

Modalités de l'augmentation du capital

Le capital social peut, en vertu d'une décision de l'associé unique ou décision collective extraordinaire des associés être augmenté, en une ou plusieurs fois, en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

II - Réduction du capital social

1 - Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés.

2 - Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la société devient inférieur à la moitié du capital social, l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale extraordinaire des associés, décident dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, s'il y a lieu de prononcer la dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions relatives au montant minimum du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital.
La réduction du capital à un montant inférieur au minimum prévu par la loi ne peut être décidé que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital ayant pour effet de le porter à ce minimum.

En cas d'inobservation des prescriptions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu valablement délibérer.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution de la société, si au jour où il statue la régularisation a été effectuée.

ARTICLE 11 - Représentation des parts sociales

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Les droits de l'associé dans la société résultent seulement des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement notifiés et publiés.

ARTICLE 12 - Cession et transmission des parts sociales

1 - Les cessions de parts doivent être constatées par écrit.

La cession n'est opposable à la société que dans les formes prévues par l'article 1690 du Code civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au greffe du Tribunal de commerce.

2 - Les cessions ou transmissions sous quelque forme que ce soit des parts sociales appartenant à l'associé unique sont libres.

3 - En cas de pluralité d'associés, seules les cessions de parts au profit de tiers étrangers à la société autres que le conjoint, les ascendants ou descendants d'un associé, sont soumises à agrément dans les conditions prévues par les dispositions de la loi et du décret sur les sociétés commerciales.

4 - En cas de décès de l'associé unique, la société continue de plein droit entre ses ayants droit ou héritiers, et, le cas échéant, son conjoint survivant.

5 - En cas de dissolution de la communauté de biens existant entre l'associé unique et son conjoint, la société continue soit avec un associé unique, si les parts sociales sont attribuées en totalité à l'un des époux, soit avec deux associés si lesdites parts sont partagées entre les époux.

ARTICLE 13 - Indivisibilité des parts sociales

En cas de pluralité d'associés, les copropriétaires de parts sociales indivises sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

Lorsque des parts sociales sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives autres que celles relatives à l'affectation des résultats sociaux.

ARTICLE 14 - Décès ou incapacité d'un associé

La société n'est pas dissoute par le décès ou l'incapacité frappant l'associé unique ou l'un des associés.

TITRE III

GERANCE

ARTICLE 15 - Pouvoirs de la gérance

La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, nommés avec ou sans limitation de durée.

Le ou les gérants sont nommés par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société et dispose des mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique : l'opposition formée par l'un d'eux aux actes de son ou de ses collègues est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers ont eu connaissance de celle-ci.

Le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots " Pour la société - Le Gérant ", suivis de la signature du gérant.

Dans ses rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales ; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

ARTICLE 16 - Cessation des fonctions des gérants

Le ou les gérants sont révocables par décision de l'associé unique ou par une décision collective des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts. Enfin, en cas de pluralité d'associés, un gérant peut être révoqué par le président du tribunal de commerce, pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Les fonctions du ou des gérants cessent par décès, interdiction, déconfiture, faillite personnelle, incompatibilité de fonctions ou révocation. Le gérant peut également résilier ses fonctions mais seulement en prévenant l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, chacun des associés trois mois à l'avance.

La cessation des fonctions du ou des gérants n'entraîne pas dissolution de la société.

ARTICLE 17 - Rémunération de la gérance

Chacun des gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel à passer par frais généraux.

Les modalités d'attribution de cette rémunération, ainsi que son montant, sont fixés par décision de l'associé unique ou décision ordinaire des associés. La gérance a droit, en outre, au remboursement de ses frais de représentation et de déplacements.

ARTICLE 18 - Conventions entre la société et la gérance ou un associé

1 - Les conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, qui interviennent directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés, sont soumises à la procédure d'approbation prévue par la loi.

Ces dispositions s'appliquent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, un gérant, un administrateur, un directeur général, un membre du directoire ou un membre du conseil de surveillance, est également associé ou gérant de la S.A.R.L.

2 - Lorsque la société n'est pas pourvue de commissaire aux comptes, les conventions conclues par le gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

3 - La procédure d'approbation et de contrôle prévue par la loi ne s'applique pas aux conventions conclues par l'associé unique, gérant ou non. Toutefois, le gérant non associé ou le commissaire aux comptes, s'il en existe un, doivent établir un rapport spécial.

4 - Les conventions conclues par l'associé unique ou par le gérant non associé doivent être répertoriées dans le registre des décisions de l'associé unique.

5 - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou aux associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle des découverts en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Cette interdiction s'applique également aux représentants légaux des personnes morales associées, aux conjoints, ascendants et descendants des gérants ou associés personnes physiques, ainsi qu'à toute personne interposée.

TITRE IV

DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DES ASSOCIES

ARTICLE 19 - Décisions de l'associé unique ou des associés

1 - L'associé unique exerce les pouvoirs qui sont dévolus par la loi aux associés réunis en assemblée générale. Il ne peut déléguer ses pouvoirs.

2 - Les décisions de l'associé unique sont constatées dans un registre côté et paraphé dans les mêmes conditions que le registre des procès-verbaux des assemblées.

3 - En cas de pluralité d'associés, tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède. Dans l'exercice de son droit de participer aux décisions collectives, chaque associé a le droit de se faire représenter par un autre associé, sauf si les associés sont au nombre de deux, ou par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux, ou par toute autre personne de son choix.

4 - Les décisions collectives des associés sont prises en assemblées. Ces assemblées sont convoquées et délibèrent conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 20 - Information de l'associé unique ou des associés

1 - L'associé unique non gérant, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices sociaux.

2 - Lorsque la société comporte plusieurs associés, l'étendue et les modalités de leurs droits d'information et de communication sont déterminées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

TITRE V

CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 21 - Commissaires aux comptes

La nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

En cas de pluralité d'associés, la nomination d'un commissaire aux comptes peut également être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Le commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

TITRE VI

COMPTES SOCIAUX - BENEFICES - DIVIDENDES

ARTICLE 22 - Comptes sociaux

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse également le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également un rapport de gestion exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et de développement.

ARTICLE 23 - Affectation et répartition des résultats

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, ainsi que tous amortissements provisions, constituent le bénéfice.

Il est fait, sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un compte de réserve dite " réserve légale ". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice distribuable est attribué à l'associé unique. Lorsque la société comprend plusieurs associés, la part attribuée aux associés sur ce bénéfice est déterminée par l'assemblée générale.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'associé unique ou décidées par l'assemblée générale.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans les neuf mois de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

L'associé unique ou l'assemblée générale peut également décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

De même, l'associé unique ou l'assemblée générale peut décider d'affecter en totalité ou en partie les sommes distribuables aux réserves ou au report à nouveau.

Aucune distribution ne peut être effectuée lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite d'une telle distribution, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

TITRE VII

PROROGATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

ARTICLE 24 - Prorogation

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, l'associé unique ou les associés doivent décider si la société doit être prorogée ou non.

ARTICLE 25 - Dissolution - Liquidation

1 - La société est dissoute à l'arrivée du terme statuaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution.

2 - Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, la dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne dans les conditions prévues par l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique sans qu'il y ait lieu à liquidation.

3 - Lorsque la société comporte plusieurs associés, la dissolution entraîne sa liquidation.

Sa dénomination doit alors être suivie des mots " Société en liquidation ". Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des gérants, comme ceux des commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

ARTICLE 26 - Contestations

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales susceptibles de surgir pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

STATUTS MIS A JOUR LE 12 AVRIL 2021